



Budgets à l'Inra :

Nos unités sont exsangues, les personnels pressurés par la « chasse » aux contrats et leurs justifications... **Arrêtons le massacre !** Pour pouvoir faire de la recherche sur le long terme et en toute indépendance : **une subvention d'Etat à la hauteur des besoins des unités est plus que jamais nécessaire !**

- Février 2017-

Restrictions budgétaires... jusqu'à l'os

« Les restrictions budgétaires et le gel des recrutements vont à l'encontre de l'intérêt des Nations. » C'est ce qu'écrivent ce 20 février 2017, Philippe Mauguin, Pdg de l'Inra, et d'autres dirigeants des plus grandes institutions scientifiques françaises dans un [communiqué de presse](#) commun annonçant leur soutien à la « Marche pour les sciences », opération lancée aux Etats-Unis pour signifier l'immense danger que représente la mise au pas des sciences, après l'investiture de Donald Trump ; cette « marche » donnera lieu à des défilés partout dans le monde le 22 avril prochain. **Dont acte !**

Dans un récent entretien à l'agence de presse AEF, **le même PDG de l'INRA est forcé de constater à la fin de sa tournée des 18 centres INRA que « certaines unités de recherche sont sous tension »**. Bel effort de perspicacité alors que les budgets 2017 viennent d'être signifiés aux unités et que la décroissance observée depuis des années se poursuit. Au mieux, les faibles moyens accordés en 2016 sont maintenus en euros constants... sans compter l'inflation.

En réaction... une motion votée par le Conseil Scientifique national de l'Inra

La Cgt-Inra porte à la connaissance de tous les agents le contenu d'une motion, proposée par les élus sur liste CGT, qui vient d'être majoritairement adoptée par le Conseil Scientifique de l'Inra qui était réuni le 2 février 2017 :

« Le Conseil Scientifique de l'INRA considère que le budget 2017 de l'Institut attribué par les tutelles aggrave encore les conditions budgétaires de la Recherche Agronomique publique. Cela alors même que pour ne s'en tenir qu'aux orientations décrites dans le document d'orientation 2025, il faudrait au contraire consentir bien plus de moyens. Or le soutien de base diminue de 31,08M€ en 2016 à 30,98M€ en 2017.

A ce niveau cette dotation ne permet même plus d'assurer partout à l'INRA l'entretien des laboratoires.

La dispersion des politiques incitatives à travers de multiples structures à tous les niveaux dans tous les territoires européens, nationaux, régionaux... ne saurait répondre aux besoins de la science moderne. Le livre blanc du comité nommé par le Ministère de l'éducation nationale et le Secrétariat de la recherche et de l'enseignement supérieur lui-même reconnaît l'impérieuse nécessité d'augmenter très significativement l'effort pour la recherche publique jusqu'à 1% du PIB dont une notable augmentation des budgets des organismes.

Le temps considérable et très souvent vain, passé à la recherche de moyens non récurrents, est autant de moins consacré à la recherche proprement dite. Le soutien récurrent doit redevenir la base essentielle du financement de la recherche.

Dans cette période où s'engage le débat sur les orientations fondamentales de la politique nationale, le conseil scientifique tient à souligner le caractère critique de la situation des laboratoires de l'INRA et demande que ce sujet soit pris en considération. »

Gâchis du financement : vite, changer de logique !

Dans [notre communiqué de novembre 2016](#), nous écrivions que de plus en plus de voix s'élevaient pour mettre surtout en cause le gâchis que constitue l'actuel financement de la recherche sur le mode quasi exclusif des appels à projet. Pétitions, alertes lancées par les unités, réflexions dans les départements, groupes de travail dans les instances, articles dans la presse grand public et dans les revues scientifiques internationales, tous constatent les limites du système et questionnent les modalités actuelles de financement de la recherche. **Un certain nombre de directeurs d'unité INRA avaient notamment signé un appel en 2015 pour dénoncer la perte de temps que constituent la rédaction, la soumission, l'évaluation de multiples projets de recherche, et demander de revenir à un financement récurrent dominant.** La CGT-INRA avait relayé cet appel (Cf. notre message : «[INRA : 50 chercheurs, collectifs et élus tirent la sonnette d'alarme !](#) »). Nous précisons qu'aujourd'hui à l'INRA, la subvention d'état représente moins de 20% du budget de fonctionnement des unités et suffit à peine à couvrir les dépenses incompressibles.

Si le PDG de l'INRA déclare partager ce constat et même plaider auprès du ministère pour une augmentation des crédits récurrents... il se refuse de remettre en cause la politique des méta-programmes, qui représente 4,25 M€ en 2017, c'est-à-dire près de 14% de la dotation allouée aux départements. **C'est pourquoi nous demandons à la Direction générale de l'INRA de dépasser le simple constat et de changer de logique.**

Le retour à un financement récurrent dominant est vital pour l'INRA et ses personnels !

Nous avons eu de nombreux retours sur cette initiative de 2015 et avons même été auditionnés par la Direction Générale. Depuis, nous avons encore affiné nos positions. **La CGT-INRA revendique :**

- **une dotation par agent, plutôt que par chercheur-ingénieur, pour mieux rendre compte du caractère collectif du travail**
- **une dotation ajustée** en fonction des coûts environnés propres à chaque département pour répondre à la diversité et aux spécificités des unités (unités expérimentales en particulier)
- **une dotation excluant les dépenses d'infrastructure** (bâtiments, fluides, chauffages, coûts liés à la sécurité... toutes ces dépenses devant relever des centres)
- **une dotation prenant en compte la globalité du budget de fonctionnement perçu à l'INRA sur fonds publics**

Selon ces modalités, et sur la base des chiffres du budget INRA 2014, **la CGT-INRA évalue la dotation moyenne à 12,5 K€/agent/an**, modulée suivant les départements. Cette revendication n'est pas incompatible avec l'organisation d'appels d'offre, sur des budgets additionnels, pour susciter collaborations et brassage thématique.

Un nouvel appel pour sortir de cette logique « projet »

Un nouvel appel faisant écho à celui de 2015 circule aujourd'hui et a déjà recueilli des dizaines de signatures dans l'Inra. **La CGT-INRA a décidé d'appuyer et de relayer ce nouvel appel, en vous invitant à le lire, à le signer, et à le faire connaître à tous vos collègues !**

⇒ Cf. page suivante : **l'appel à signer : « Sortir de la logique « projet », revenir à un soutien de base ! »**
(Signatures à renvoyer à Hendrik Davi hendrik.davi@inra.fr)

APPEL A SIGNER :

(Signatures à renvoyer à Hendrik Davi hendrik.davi@inra.fr)

« Sortir de la logique « projet », revenir à un soutien de base !

Nous étions 50 à lancer un appel en 2015 pour dénoncer la perte de temps que constituent la rédaction, la soumission, l'évaluation de multiples projets de recherche, et en conséquence, notre demande de revenir à un financement récurrent permettant de conduire les recherches des unités dans de bonnes conditions. Nos arguments de l'époque nous conduisaient à estimer que 20 000 euros par chercheur étaient un minimum pour cela. Depuis, **les appels d'offres continuent à se multiplier à tous les niveaux (Europe, France, INRA, département... voire unité !), tandis que le taux de succès s'effondre.** La démoralisation des équipes pointe à l'horizon, réduisant encore la productivité scientifique réelle tandis qu'une communication insensée sur la science se manifeste par une multiplication de publications de moins en moins intéressantes, de plus en plus partielles et partiales, pour un progrès fragmentaire des connaissances (Geman & Geman 2016 PNAS <http://dx.doi.org/10.1073/pnas.1609793113>). **Parallèlement, les budgets réellement alloués aux organismes suffisent à peine (et encore pas toujours !) pour payer des charges obligatoires sans rapport direct avec l'activité des unités, qui ne voient leur parvenir qu'un soutien de base de plus en plus réduit par rapport à leurs besoins, accroissant la nécessité de recourir aux contrats de plus en plus incertains.**

Nous avons eu de nombreux retours sur notre initiative de 2015, puis nous avons été auditionnés par la Direction Générale. Ce sujet a aussi été débattu au Conseil Scientifique, et dans certaines unités ou départements. **Nous sommes maintenant en mesure de préciser l'évaluation des ressources dont disposent aujourd'hui les unités à l'INRA :**

Subvention d'état INRA (fonctionnement) allouée aux départements de recherche : 34 M€

- + somme des contrats PIA : 18 M€
- + somme des contrats ANR : 25 M€
- + somme des autres contrats de source publique : 44 M€
- + somme des contrats Europe : 22 M€
- budget fluides/infrastructures ~ 18 M€

Ce qui représente un total de 125 M€, qui pourraient être alloués directement aux unités via une dotation de 12,5 K€ par agent. Nous avons aussi estimé entre 45 et 70 M€ la part salariale consacrée annuellement par les agents INRA pour décrocher en moyenne 120 M€ de fonds publics sur appels à projets, fonds qui nous sont de toute manière largement destinés !

Rappelons que la part des financements privés est très faible et les contraintes réglementaires exigeant la présence des entreprises dans la « co-construction » des projets posent problème dans un organisme censé être indépendant du secteur privé. Par ailleurs, une activité de recherche très importante est conduite dans des unités ne disposant pas de « part chercheur », et **aucune recherche scientifique à l'INRA ne serait possible sans l'engagement de tous ses agents, notamment dans les domaines où la mesure expérimentale est à la base du progrès des connaissances. C'est pourquoi dans ce nouvel appel que nous lançons, nous considérons que le soutien doit être proportionné au nombre d'agents présents dans les unités.**

Et c'est ainsi que nous demandons aujourd'hui, avec plus d'insistance que jamais, que les crédits d'Etat soient récupérés sur les agences de financement de la recherche et redonnés aux organismes afin de porter la subvention d'état à 12,5 K€ par agent titulaire. Ce budget est une base modulable évidemment en fonction des secteurs scientifiques et correspond à un budget de fonctionnement qui ne tient pas compte de la mise en place de nouvelles expérimentations ou des frais de fonctionnement de grands équipements. »

(Signatures à renvoyer à : Hendrik Davi hendrik.davi@inra.fr)

Un Conseil d'Administration INRA, où siègent les représentants des Ministères de tutelle, est prévu le 9 Mars 2017. Cela sera une occasion d'interpeller Direction Générale et Ministères !

